

COMPTE RENDU du Conseil Municipal

SÉANCE DU 21 JANVIER 2012

L'an deux mil douze, le vingt et un janvier à 11 heures 30, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni, au lieu ordinaire de ses séances, sous la Présidence de Monsieur Bruno LOUSTALET, Maire.

Présents : M. LOUSTALET, Maire –
MM. MAISONNAS, GAUTHIER, TRACLET, Adjoints

Mme BORREL-JEANTAN
MM. ABBOU, BALOUZET, CAPLAT, DENIS, GRUMET, GUILLARD,

Pouvoir : Mme DIDIER (pouvoir à M. GUILLARD)
M. MANIE (pouvoir à Mr TRACLET)
M. PRUDON (pouvoir à Mr DENIS)
M. COTE (pouvoir à Mr CAPLAT)

Secrétaire de séance : M. GRUMET

1. COMPTE RENDU DE LA PRECEDENTE REUNION :

Le compte rendu de la séance précédente est adopté.

2. C. C. M. P.

Transport COLIBRI

Monsieur le Maire informe que le service sera opérationnel à compter du 27 février prochain. L'inauguration de ce mode de transport aura lieu le 25 février 2012.

Messieurs Denis et Guillard déplorent les problèmes liés au transport ferroviaire à savoir : grèves, horaires.

Monsieur le Maire précise que les problèmes de qualité de service sont du ressort de la SNCF, que ceux-ci sont régulièrement remontés dans le cadre des « Comités de ligne » pilotés par la Région qui est l'Autorité organisatrice compétente. Pour ce qui concerne la Communauté de communes, celle-ci s'est efforcée en relation avec son prestataire de caler les horaires de bus sur les horaires des correspondances avec les TER. Par ailleurs, qu'une phase d'observation de six mois est prévue afin de s'assurer de la cohérence entre les horaires des trains et des bus de ligne.

Enfin, Monsieur le Maire précise que, pour les heures creuses, le service de bus s'effectuera à la demande sur la base des horaires indiqués. Une information spécifique sera faite en ce sens dans le numéro des Brèves de THIL à paraître.

3. CINEMOMETRE

Monsieur le Maire informe l'Assemblée du projet de convention qui est soumis à l'approbation du Conseil concernant l'utilisation d'un cinémomètre.

.../...

Mr Traclet demande si l'objet de la convention est due au manque de crédits d'état alloués à la Gendarmerie.

Monsieur le Maire confirme ce point.

L'Assemblée trouve choquante l'acquisition par la CCMP d'un cinémomètre. Monsieur le Maire précise que le cinémomètre a été acquis par la commune de Miribel en 2002 – 2003 et qu'il s'agit, au titre de la convention proposée au vote du Conseil Municipal, de mettre cet équipement à la disposition de la CCMP qui aura la charge de son entretien et étalonnage périodique. La CCMP, par la suite, en confiera la garde à la Gendarmerie. A noter que les communes pourront en disposer pour effectuer des contrôles de vitesse. Monsieur le Maire précise qu'il est fait régulièrement état, notamment dans la commune de Thil, de non respect des limitations de vitesse et qu'un cinémomètre est, malheureusement, un outil de dissuasion par rapport aux incivilités routières.

Mr Traclet demande l'achat d'un radar pédagogique par la CCMP pour mutualisation. Mr Guillard approuve également cette proposition.

Monsieur le Maire suggère que cette question soit posée lors du prochain Conseil Communautaire.

Mme Borrel-Jeantan demande si la gendarmerie ne dispose pas déjà d'un radar. Monsieur le Maire confirme que la gendarmerie ne dispose pas de radars.

Mr le Maire demande le retour de la convention.

DELIBERATION 12/01/01 : CONVENTION D'UTILISATION DU CINEMOMETRE

Monsieur le Maire informe que dans le cadre du CISPD, le groupe de travail moyen humain et technique souhaite que le cinémomètre, acquis par la commune de Miribel lors du premier Contrat Local de Sécurité (CLS) en 2002-2003 pour être mutualisé, soit de nouveau utilisable par les polices municipales et la gendarmerie de Miribel.

Il ajoute que l'utilisation du cinémomètre sera possible à la suite de :

- sa mise à disposition par la commune de Miribel à la CCMP, cette dernière assumant dès lors les droits et obligations du propriétaire,
- son étalonnage dont les coûts d'étalonnage et de maintenance seront à la charge de la CCMP,
- d'une coordination entre les partenaires pour en planifier son utilisation.

Monsieur le Maire précise qu'à ce titre une convention portant sur les modalités d'utilisation de ce matériel doit être conclue par l'ensemble des partenaires, communes, CCMP et gendarmerie.

Monsieur le Maire présente, à la suite, le projet de convention à parfaire entre les partenaires lui permettant de finaliser la démarche et de signer les conventions avec l'ensemble des partenaires.

Le Conseil,
Après en avoir délibéré,

AUTORISE Monsieur le Maire à finaliser la convention d'utilisation et à la signer ainsi que tous les documents qui s'y rapportent.

<i>Pour</i>	9
<i>Contre</i>	2
<i>Abstentions</i>	4

4. DELIBERATION 12/01/02 : ENGAGEMENT, LIQUIDATION ET MANDATEMENT DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT

M. le Maire rappelle les dispositions extraites de l'article L 1612-1 du code général des collectivités territoriales :

.../...

Dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 31 mars, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

L'autorisation mentionnée à l'alinéa ci-dessus précise le montant et l'affectation des crédits.

Pour les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme ou d'engagement votée sur des exercices antérieurs, l'exécutif peut les liquider et les mandater dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'autorisation de programme ou d'engagement.

Les crédits correspondants, visés aux alinéas ci-dessus, sont inscrits au budget lors de son adoption. Le comptable est en droit de payer les mandats et recouvrer les titres de recettes émis dans les conditions ci-dessus.

Montant budgétisé - dépenses d'investissement 2011 : 245.009 €
(Hors chapitre 16 « Remboursement d'emprunts »)

Conformément aux textes applicables, il est proposé au conseil municipal de faire application de cet article à hauteur de 61.252 € ($< 25\% \times 245.009 \text{ €}$).

Les dépenses d'investissement concernées sont les suivantes :

Opération 103 : Matériel Mairie pour un montant de 3.000 €
Opération 117 : Matériel Voirie pour un montant de 5.000 €
Opération 118 : Travaux sécurité Bât. Communaux pour un montant de 1.200 €
Opération 130 : Travaux Voirie pour un montant de 11.810 €
Opération 136 : Matériel Fleurissement pour un montant de 2.000 €
Opération 144 : Voirie Puits pour un montant de 4.100 €

Total : 27.110 € pour le Budget Principal

Pour le Budget Assainissement (M.49)

Article 2031 : Frais d'études pour un montant de 7.500 €

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide d'accepter les propositions de Mr le Maire dans les conditions exposées ci-dessus pour un montant de 27.110 euros sur le Budget Principal et 7.500 € sur le Budget Assainissement.

<i>Pour</i>	<i>15</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

.../...

5. **DELIBERATION 12/01/03 : CREATION D'UNE RESERVE COMMUNALE DE SECURITE CIVILE**

Monsieur le Maire rappelle que la loi du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile souligne notamment que la sécurité civile est l'affaire de tous.

La loi précise également que si l'Etat est son garant au plan national, l'autorité communale joue un rôle essentiel dans l'information et l'alerte de la population, la prévention des risques, l'appui à la gestion de crise, le soutien aux sinistrés et le rétablissement des conditions nécessaires à une vie normale.

Pour aider l'autorité municipale à remplir ces missions, la loi offre la possibilité aux communes de créer une réserve communale de sécurité civile, fondée sur les principes du bénévolat et placée sous l'autorité du Maire, dans les conditions fixées par les articles L.1424-8-1 à L.1424-8-8 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Cette réserve de sécurité civile a vocation à agir dans le seul champ de compétences communales, en s'appuyant sur les solidarités locales. Elle ne vise en aucun cas à se substituer ou à concurrencer les services publics de secours et d'urgence. De la même manière, son action est complémentaire et respectueuse de celle des associations de sécurité civile, caritatives, humanitaires ou d'entraide.

Il est proposé au Conseil Municipal de créer une réserve communale de sécurité civile, en faisant appel aux citoyens de la commune, chargée d'apporter son concours au Maire en matière :

- d'information et de préparation de la population face aux risques encourus par la commune,
- de soutien et d'assistance aux populations en cas de sinistres,
- d'appui logistique et de rétablissement des activités.

Le Conseil,

Après en avoir délibéré,

ACCEPTE la proposition ci-dessus.

Autorise Monsieur le Maire à signer un arrêté municipal qui en précisera les missions et l'organisation.

<i>Pour</i>	<i>15</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

6. **LOYER EPICERIE**

Mr le Maire rappelle à l'Assemblée qu'il est mis à disposition de Mr DUBROCA, un local à usage de commerce (épicerie).

Mr Balouzet demande si l'épicerie joue toujours son rôle de proximité. Mr le Maire répond dans l'affirmative. Il ajoute que le loyer de l'usage du local est consenti « intuitu personae ».

DELIBERATION 12/01/04 : LOYER DE L'EPICERIE POUR L'ANNEE 2012

Monsieur le Maire rappelle à l'Assemblée qu'il est mis à disposition de Mr Pascal DUBROCA depuis le 1er février 2008, un local à usage de commerce (épicerie / tabac) pour les besoins de la commune.

Il rappelle la délibération n° 09.01.02 du 22 janvier 2009 et les termes du bail signé entre les parties le 27 janvier 2009 fixant le loyer pour l'année 2008 à 1 euro symbolique et pour l'année 2009 à 1 euro symbolique.

Il rappelle aussi la délibération n° 09/08/02 du 26 novembre 2009 fixant le loyer pour l'année 2010 à 1 euro symbolique et la délibération n° 11/01/03 du 19 janvier 2011 fixant le loyer pour l'année 2011 à 1 euro symbolique.

.../...

Compte tenu :

- . du contexte économique général peu favorable,
- . de la nécessité de maintenir un service de commerce de proximité au bénéfice des habitants de la commune,
- . il est proposé de maintenir la somme de 1 € symbolique pour l'année 2012 et la lui réclamer à terme échu pour la location du local à usage de commerce (épicerie, tabac).

Le Conseil,

Ouï les explications de Mr le Maire,

Décide :

- . de fixer à Mr DUBROCA, le loyer pour l'année 2012 à la somme de 1 € (un euro) symbolique.

<i>Pour</i>	<i>14</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>1</i>

7. QUESTIONS DIVERSES

Filière sécurité

Monsieur le Maire informe le Conseil que des investigations sont faites dans le cadre du recrutement d'un policier municipal. La Mairie s'est mise en rapport avec la commune de Beynost et une proposition est en cours avec la commune de St Maurice de Beynost.

L'ordre du jour étant épuisé,

La séance est levée à 12 h 45.